

Il est temps de ne pas reprendre

La crise sanitaire actuelle immobilise peu à peu la production mondiale. En quelques semaines, elle a rendu possible ce qui semblait impossible : un desserrement de l'étai budgétaire, une remise en cause des dividendes, la défense de l'Etat-providence par les agents de son démantèlement, un soutien inconditionnel aux pertes de revenus des travailleurs et travailleuses, et une chute inespérée des émissions de gaz à effet de serre. Mais l'on nous parle, dès à présent, d'immenses relances économiques à la sortie des confinements afin de refermer au plus vite cette parenthèse et de reprendre la trajectoire de croissance interrompue.

Pourtant, deux enjeux, corrélés, nous semblent impérativement devoir être pensés lors de cette sortie de crise. D'une part, limiter, avec tous les moyens possibles, l'immense crise sociale et [géopolitique](#) qui s'annonce. D'autre part, ne pas reprendre comme avant.

Les difficultés qui vont s'annoncer dans les prochains mois font qu'il y aura assurément un avant et un après covid-19. Nous ne vivrons plus tout à fait demain comme hier. Cet après se prépare mais n'est pas encore écrit. Tout ce qui suit vise à ressortir par le haut du chaos qui arrive. Ces réflexions tentent aussi de tenir compte de l'exacerbation actuelle des inégalités, pour toutes les personnes isolées, pour celles qui ont perdu leur emploi, pour celles qui doivent continuer à s'exposer à la maladie dans leurs entreprises ou à télétravailler.

Cette crise occasionne une situation paradoxale. Elle provoque la remise en cause profonde du fonctionnement économique dont l'impasse est désormais reconnue par [ses analystes les plus convaincus](#). Pourtant, malgré les mesures drastiques prises en urgence, la poursuite de la production [au-delà des secteurs « essentiels »](#) et [les dérives sécuritaires](#) montrent que certains sont prêts à tout mettre en œuvre pour reprendre, « quoi qu'il en coûte » pour les équilibres écologiques ou pour la santé physique et psychologique des humains. Alors, il faut se préparer à empêcher la reprise de la même course mortifère, afin que ce moment soit bien un tournant vers un futur *désirable*.

Le temps de l'inventaire

Avec [d'autres](#) (de nombreuses [organisations](#), le [Club de Rome](#), [le sociologue Bruno Latour](#) ou [un collectif d'intellectuels appelant à des assises du covid-19](#)), nous estimons en effet que le ralentissement économique imposé par la crise donne l'opportunité de s'attaquer enfin sérieusement aux problèmes écologiques qui promettent, si rien ne change en ce domaine, des épisodes autrement plus désastreux. Nous n'aurons peut-être plus jamais l'occasion de nous interroger toutes et tous au même moment sur l'organisation du système productif, sur ce à quoi nous tenons vraiment, et surtout d'infléchir notre trajectoire.

Parmi les très nombreuses propositions qui ont émergé pour faire de cette crise un point de bascule vers des relations enfin apaisées avec la Terre, il y a celles de [Bruno Latour](#). Il suggère d'effectuer, avant de reprendre, un inventaire de ce à quoi nous tenons et de ce que nous voulons au contraire arrêter. Cette proposition est propice à l'appropriation individuelle et localisée des grands enjeux planétaires. Elle invite à la réinvention de nos façons de faire société avec la nature – et non plus contre elle. Mais surtout, une profonde remise en question des activités humaines est probablement la seule manière à notre disposition pour respecter les accords de Paris, car la décroissance drastique et nécessaire de nos émissions de gaz à effet de serre n'est pas compatible avec une reprise « *as-usual* ».

Dans cette perspective, on ne peut que se demander s'il faudra [relancer, comme si de rien n'était](#), les constructions aéronautique, navale et automobile, le tourisme international, l'agriculture et l'élevage intensifs, les industries agro-alimentaires et du numérique et, plus généralement, notre système productif qui repose sur la division internationale du travail et les incitations à une consommation sans limite. Non pas qu'il ne faille plus faire d'avions, de navires, de voitures ni même produire des boîtes de conserve, mais que l'on pourrait s'interroger au préalable : qu'est-ce qui est essentiel et nous rend heureux ? Et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Qu'est-ce qui nous permet de vivre, ici, sans compromettre cette capacité pour d'autres vivant ailleurs, et pour ceux qui viendront après ?

Ces interrogations pourraient, par exemple, nous conduire à ne plus produire que des voitures économes en matériaux (à l'opposé des SUV), qui ne seraient utilisées que lorsqu'on ne peut y substituer des transports en commun, à limiter drastiquement l'usage de l'avion, à soutenir une agriculture en synergie avec les écosystèmes, à ne plus tolérer que nos vêtements et nos médicaments viennent du bout du monde, à manger local, etc... Tout cela serait à débattre, en tenant compte des implications de ces choix pour nous et pour d'autres, notamment ceux qui, dans le monde, dépendent pour l'instant entièrement de productions extérieures pour survivre.

Se donner les moyens de ne pas reprendre

Certains Etats, pour bien d'autres raisons que le respect de leurs engagements internationaux en matière climatique, ont dû répondre à la question des « activités essentielles » dans l'urgence. Des entreprises « non-essentielle » (se) sont provisoirement reconverties vers des productions considérées prioritaires, d'autres ont tenté de poursuivre comme si rien ne se passait, d'autres sont à l'arrêt, et quantité de travailleuses et de travailleurs subissant ces choix se sont retrouvés privés d'emploi.

Ce partage entre activités « essentielles » et « non essentielles » s'impose sans contrôle citoyen et ne peut donc pas servir de modèle pour l'avenir : si nous nous prêtions collectivement au travail d'inventaire suggéré par Bruno Latour, il faudrait que ces idées et ces expériences puissent être discutées dans des dispositifs démocratiques. Ceux-ci pourraient prendre la forme de conventions de citoyens ou d'états généraux, à plusieurs échelles, qui permettraient de discuter et de pérenniser les changements indispensables pour garantir des conditions de vie durables.

De tels dispositifs demanderaient du temps, or la crise impose une intervention publique très rapide, pour empêcher des faillites et du chômage. Mais il est clairement des interventions de soutien qui seraient, dans l'immédiat, vaines : à quoi servirait, par exemple, de [soutenir la production aéronautique](#), alors qu'au-delà même de la crise en cours, la trajectoire de croissance du transport aérien et la fabrication de nouveaux avions qui l'accompagne sont insoutenables au vu de nos objectifs de limitation du dérèglement climatique ? Plutôt que d'éternellement assurer aux marchés que les puissances publiques combleront toutes les défaillances des grandes entreprises, y compris les plus polluantes et les moins nécessaires, pourquoi ne pas entamer une réorientation du système productif vers nos besoins « essentiels » ? A minima, il serait opportun de conditionner ces aides d'urgence à [un engagement des entreprises et banques](#) dans une réelle transition écologique. En parallèle de ces interventions à court-terme, les conditions institutionnelles du débat pour notre futur pourraient être posées.

La mise en place d'un revenu inconditionnel permettrait de répondre immédiatement aux situations de détresse économique liées à cette crise, ainsi qu'à toutes celles jamais résolues. Des propositions allant dans ce sens émergent un peu partout [dans le monde](#). Loin de n'être qu'une réponse circonstancielle, un dispositif de ce type pourrait accompagner, sur le temps long, la mutation nécessaire de notre système de production et l'abandon des principes économiques basés sur la [croissance](#), comme l'envisage déjà [Amsterdam](#). Ce revenu, à définir selon les pays, peut être distribué à partir du moment où l'on accepte de taxer les plus riches. La viabilité financière du revenu inconditionnel a été montrée théoriquement il y a quelques années dans [le cas de l'Espagne](#). Par ailleurs, certaines entreprises réalisent des bénéfices indécents (Amazon et autres entreprises du numérique), aux dépens de leurs salarié.es et sur les décombres des détaillants de proximité, de nos sociabilités ou de nos libertés : leur taxation serait on ne peut plus logique. Des taxes sur les transactions financières, qui pourraient de plus limiter la spéculation boursière, se justifieraient également.

Peut-être pourrait-on s'engager sur dix ans. Dix ans avec un revenu inconditionnel afin d'éviter les drames liés à la perte d'emploi, accompagné d'un renforcement des services publics et des redistributions sociales. Dix ans avec des revenus plafonnés, grâce à une redistribution des richesses comme proposée par Thomas Piketty, afin de reconstruire la paix sociale et de réviser l'échelle des salaires en tenant compte de [l'utilité sociale de chaque métier](#), largement mise en avant dans ces premiers temps d'épidémie. Dix ans sans voyages à Bali ni croisières de luxe. Dix ans pour apprendre à préférer une tomate du jardin voisin à une entrecôte d'Argentine, une soirée jeu avec des amis à un week-end à New-York, un passage chez le cordonnier du coin à une livraison de baskets neuves par un livreur uberisé d'Amazon, ou les chants des oiseaux à une nuée de drones. Dix ans pour trouver, éventuellement, nos nouveaux métiers et l'organisation plus soutenable de nos activités. Dix ans pour rejoindre la trajectoire des accords de Paris, dont nous nous éloignons jour après jour avant la pandémie, et pour enfin cesser d'opposer écologie et défense des plus modestes. Dix ans pour nous adapter et décider de la suite.

Il ne s'agit là que de suggestions dont il faudrait débattre à grande échelle, au-delà du gouvernement par l'urgence. Les imaginaires collectifs vont sans doute sortir bouleversés de la crise actuelle. Il y aura des moments difficiles et d'autres fertiles en désirs nouveaux. Il serait navrant de laisser aux principaux auteurs du désastre écologique les clés de cet avenir, comme après la crise de 2008. Alors, sans attendre, scientifiques, militant.es, citoyen.nes, faisons l'inventaire de ce qui nous est essentiel, partageons les initiatives, organisons-nous à toutes les échelles pour empêcher la reprise sécuritaire et écocidaire qui se dessine, d'ores et déjà, pendant que nous trimons ou que nous restons confiné.es, dans la peur du lendemain. Ne laissons pas reprendre cette course folle qui nous menait irrémédiablement au désastre. Imposons une refondation institutionnelle, écologique et citoyenne qui offre enfin l'occasion à toutes et à tous de s'épanouir, en préservant les communs et l'ensemble du Vivant.